

# Russie, Ukraine, OTAN : maquereaux de la mort

« Ce n'est plus un secret pour personne qu'il existe un arrangement diplomatique entre les oligarques ukrainiens (représentés par Volodymyr Zelensky) et l'OTAN : L'Ukraine livre la chair à canon humaine et l'OTAN livre les explosifs et autres matériels pour réduire la prétention militaire de la Russie à [la taille de] sa puissance économique réelle (comparable, pour le PIB, au Benelux). » (Message anonyme, 26 avril 2022.)

C'est un objectif officiel de l'OTAN maintenant ; il a été annoncé le 28 avril 2022 par le démocrate Lloyd Austin, secrétaire d'État américain à la défense, d'avoir une longue guerre dans laquelle le potentiel militaire russe sera détruit autant que possible. L'objectif n'est plus de donner à l'État ukrainien juste assez de moyens pour se défendre, mais de lui donner beaucoup plus de moyens pour vaincre la Russie.

En retour, Vladimir Poutine menace d'une Troisième Guerre mondiale et de bombes atomiques ; à condition toutefois que son entourage et la population russe l'acceptent, ce qui est peu probable mais pas du tout à exclure. Cependant, l'Union soviétique est morte et ne peut être ressuscitée.

Après la guerre de 2014 en Ukraine, se terminant temporairement par l'occupation de la Crimée et la séparation d'une partie de la région ukrainienne de Donbas, inévitablement dans la logique bourgeoise, le Kremlin a été brimé et provoqué : restrictions sur l'utilisation de la langue russe, rupture avec l'église orthodoxe russe, attaques militaires toujours plus efficaces sur les parties séparatistes de Donetsk et Luhansk ; coupure de l'approvisionnement en eau de la Crimée, constitution de liens avec les réseaux électriques européens aux dépens du russe, présence de centaines d'instructeurs de l'OTAN dans le pays, et bien d'autres choses encore. Tout cela a été sciemment accéléré depuis l'élection de Zelensky en 2019, qui a remplacé l'oligarque ukrainien Petro Porochenko, plus « modéré » et « hésitant », mais tout aussi orienté vers l'Ouest.

En même temps, en 2020, en Biélorussie, il y a eu des manifestations anti-russes et pro-occidentales (avec le soutien de l'Institut Albert Einstein et de la C.I.A.) que Poutine a dû « pacifier » avant de pouvoir essayer de commencer une quelconque contre-offensive en Ukraine.

Poutine a été mis au pouvoir par les oligarques russes, mais ensuite Poutine a soumis les oligarques à sa propre volonté, et a emprisonné ou tenté d'assassiner ceux qui s'opposaient à lui (comme Khordokovsky et Berezovsky) ou les a poussés à l'asile. En décembre 2021, Zelensky a également essayé de faire emprisonner l'oligarque ukrainien et ancien président Porochenko pour « trahison », car il n'était pas prêt à provoquer Poutine dans une guerre à grande échelle (sa corruption évidente n'était pas le principal problème, car il l'avait en commun avec les autres acteurs) ; après quoi une « loi anti-oligarques » a été adoptée pour neutraliser ce danger. Les deux hommes, Poutine et Zelensky, ont pris le contrôle de toutes les informations publiques et réduit au silence toute opposition. La principale différence entre Poutine et Zelensky est que Poutine dispose de centaines de bombes atomiques qu'il est probablement prêt à utiliser, alors que l'Ukraine a dû les rendre à la Russie (sous la pression américaine et européenne), ce que Zelensky doit beaucoup regretter, car il aimerait sans doute les avoir à sa disposition autant que Poutine.

Évidemment, en 2022, la classe dirigeante russe n'a pas hésité à commencer à assassiner et à détruire en Ukraine pour défendre ses sordides « intérêts vitaux ». Vladimir Poutine, Sergej Lavrov et Dmitry Peskov, ce triumvirat de la folie qui règne par la terreur, a été assez stupide pour lancer une contre-offensive militaire désespérée et sans espoir dans laquelle ils ont accepté d'affronter la pleine puissance de feu de l'OTAN. Ils ont fait un mauvais calcul : l'armée russe, pas moins corrompue que le reste du pays, était dans un très mauvais état matériel et mental, et quand les soldats russes ont découvert qu'en Ukraine ils n'étaient pas accueillis avec des fleurs et des baisers, le moral a empiré : il y a eu beaucoup de rébellion et de sabotage, et, comme on pouvait s'y attendre, beaucoup d'« excroissances indésirables », pour lesquelles, bien sûr, le malheureux triumvirat ne porte « aucune responsabilité ».

En revanche, l'armée ukrainienne, depuis 2014 sous la supervision de l'OTAN, était bien entraînée et bien équipée, tandis que le patriotisme atteignait de nouveaux sommets grâce à la perspective délirante d'être intégré à « l'Occident ». Eh bien, l'Ukraine est l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus d'Europe (la population active part par millions depuis 2014, et encore plus depuis le début de la guerre, tandis que les fuyitifs n'ont rien à quoi retourner), et personne à « l'Occident » n'attend un tel « candidat » territorial ; pourtant, il peut heureusement servir de réservoir de main-d'œuvre bon marché et de chair à canon.

Bien qu'après 1990, on ait promis à l'État russe que l'OTAN et l'UE ne s'étendraient pas à l'Est, au fil des ans, de plus en plus d'États de l'ancien Pacte de Varsovie ont été économiquement intégrés dans les alliances commerciales et militaires occidentales. Il y avait certainement des considérations, en particulier du côté allemand et français, selon lesquelles un rapprochement avec la Russie permettrait de faire face à l'« unilatéralisme »/« unipolarisme » américain, auquel les États-Unis ont dû réagir à partir de 1991 et qui a abouti, entre autres, aux deux guerres d'Irak afin de discipliner la « vieille Europe » dans la domination mondiale américaine.

Un danger incalculable émanait des États nouvellement fondés après l'autodissolution de l'Union soviétique. Dans le Mémorandum de Budapest de 1994, par exemple, un accord a été conclu sur le désarmement nucléaire de l'Ukraine, du Belarus et du Kazakhstan en faveur de l'État successeur de l'URSS, la Russie. En contrepartie, ces États se voyaient promettre l'intégrité territoriale après leur désarmement partiel, ce que la Russie a aussi peu respecté que les accords précédents ont été respectés par l'Occident. Aucun argument sur la « démocratie » ou les « droits de l'homme » n'a été invoqué ; il s'agissait de « sphères d'influence ».

En 2014, lorsque l'Ukraine s'est finalement tournée vers l'UE et l'OTAN, Vladimir Poutine, Sergey Lavrov et Dmitry Peskov ont lancé une contre-offensive politiquement sans espoir et désespérée. (La genèse du conflit confirme la thèse de la gauche communiste selon laquelle une distinction entre les guerres offensives et défensives n'a plus de sens).

Nous avons déjà vu une telle situation en Géorgie, où un président a provoqué la Russie à la guerre, ce qui s'est mal terminé pour la Géorgie. Mais l'Ukraine n'est pas la Géorgie : elle dispose d'une armée bien équipée et très motivée qu'il est très difficile pour la Russie de vaincre sur un immense territoire difficile à contrôler. Et l'Ukraine a prouvé qu'elle était capable de recruter de force l'ensemble de la population masculine de 18 à 60 ans, ce que Poutine n'essaie même pas, tout comme il n'appelle pas ses réservistes.

La lutte pour les « sphères d'influence », qui est la seule préoccupation de cette guerre, est agrémentée de demandes euphoniques de « démocratie » ou de « droits de l'homme ». Eh bien, encore une fois, l'Ukraine est l'un des pays les plus pauvres et les plus corrompus d'Europe, où, tout comme en Russie, toute « opposition » a été réduite au silence. Dans le cadre de la loi martiale internationale bourgeoise, il est parfaitement acceptable d'assassiner des millions de personnes lorsqu'elles sont vêtues d'uniformes. L'approbation démocratique du peuple à leur égard a un effet boomerang lorsqu'ils sont appelés à effectuer un service sanguinaire pour leur patrie et dans le cadre de la conscription obligatoire. Insister sur le respect des « droits de l'homme », surtout en temps de guerre, n'a d'autre but que de mettre l'ennemi dans le tort de la pire façon possible. Comme s'il y avait une différence entre une guerre « propre » et une guerre « sale » !

Des deux côtés du front, des travailleurs en uniforme, ou des civils sans uniforme, sont maintenant tués et mutilés. En règle générale, ce sont les travailleurs salariés qui se jettent dans la mêlée de la guerre pour un régime qui, même en temps de « paix », a obtenu les moyens de mener une guerre d'anéantissement grâce à l'exploitation capitaliste de la main-d'œuvre.

Il n'y a pas de bonnes raisons pour que quiconque prenne part à la guerre dans l'un ou l'autre camp. Tous doivent se retourner contre leurs exploiters et fraterniser avec les travailleurs de l'autre côté du front. Il s'agit pour l'ensemble du prolétariat mondial de se retourner contre la bourgeoisie mondiale. Leur mot d'ordre doit être :

**Travailleurs du monde, unissez-vous !**

**Pas de guerre entre les « nations », pas de paix entre les classes !**

**Transformez la guerre impérialiste en guerre civile !**

Salutations internationalistes prolétariennes, 1er mai 2022